

## TABLE DES MATIÈRES

Préface .....	7
Sommaire .....	13
Principales abréviations .....	15
Introduction générale .....	17

### PREMIÈRE PARTIE L'ENCADREMENT NORMATIF DES PROCÉDURES PÉNALES DÉROGATOIRES

<b>Titre II - Les procédures pénales dérogatoires face à la Constitution et à la Convention européenne des droits de l'homme .....</b>	<b>63</b>
Chapitre I - La constitutionnalité des procédures pénales dérogatoires .....	69
Section I - L'énoncé de critères constitutionnels en matière de procédures pénales dérogatoires .....	69
I. Le critère constitutionnel de gravité .....	69
A. Un critère constitutionnel recherché depuis la loi du 9 mars 2004 .....	70
B. Un critère constitutionnel étendu depuis la loi du 9 mars 2004 .....	77
II. Le critère constitutionnel de complexité .....	85
A. Les origines du critère de complexité .....	85
B. La consécration du critère de complexité .....	90
Section II - Le respect aléatoire des critères constitutionnels en matière de procédures pénales dérogatoires .....	96
I. La disparition des inconstitutionnalités quasiment impossible .....	97
A. Les inconstitutionnalités effacées par les efforts du législateur .....	97
B. Les risques d'inconstitutionnalité persistants .....	103
II. Le renforcement nécessaire de l'examen du Conseil constitutionnel .....	106
A. L'absence de saisine du juge constitutionnel ab initio .....	107
B. La nécessité d'élargir la saisine du juge constitutionnel .....	110
Chapitre II - La conventionnalité des procédures pénales dérogatoires .....	113
Section I - La détermination des critères de conventionnalité des procédures pénales dérogatoires .....	115
I. Le critère conventionnel de proportionnalité .....	115
A. La reconnaissance du pouvoir d'ingérence des États .....	115
B. La proportionnalité, facteur de légitimité de l'intrusion des autorités étatiques .....	119
II. Le critère conventionnel de nécessité .....	125
A. Le caractère strictement nécessaire des procédures pénales dérogatoires dans une société démocratique .....	125
B. Les garanties corollaires au respect de l'exigence de nécessité des procédures pénales dérogatoires .....	128

Section II - L'adéquation difficile entre les principes conventionnels et le droit positif français .....	131
I. Les manquements français aux exigences européennes .....	132
A. Le développement des moyens technologiques d'enquête au détriment de certaines exigences conventionnelles.....	132
B. L'inconventionnalité de la garde à vue « à la française ».....	139
II. La légitimité du contrôle européen .....	148
A. Le rayonnement du droit européen sur le droit interne.....	148
B. Des efforts quotidiens entre autorités nationales et européennes .....	151
Conclusion Titre I .....	154
<b>Titre II - Les procédures pénales dérogatoires face à la loi .....</b>	<b>155</b>
Chapitre I - Le recours législatif aux procédures pénales dérogatoires.....	157
Section I - Une approche quantitative des procédures pénales dérogatoires par le législateur .....	157
I. Le principe du caractère exceptionnel des procédures pénales dérogatoires .....	157
A. L'émergence conjoncturelle de certaines procédures pénales dérogatoires.....	160
B. La création contextuelle d'autres procédures pénales dérogatoires....	169
II. La prévision de garde-fous dans la mise en œuvre des procédures pénales dérogatoires .....	175
A. La délimitation du champ d'application des procédures pénales dérogatoires par le législateur .....	175
B. Le formalisme des actes dérogatoires en procédure pénale.....	177
Section II - Une approche qualitative des procédures pénales dérogatoires par le législateur .....	185
I. L'équilibre entre procédures pénales dérogatoires et droits individuels .....	185
A. Les procédures pénales dérogatoires limitatives de libertés ou liberticides ?.....	186
B. Le rôle dévolu par le législateur aux autorités judiciaires .....	190
II. Le respect du patrimoine dans les procédures pénales dérogatoires .....	192
A. Le cadre de l'enquête patrimoniale en matière dérogatoire.....	192
B. Les pouvoirs conférés par le législateur aux acteurs de terrain .....	195
Chapitre II - Les normes législatives applicables aux procédures pénales dérogatoires.....	199
Section I - Le contournement de l'encadrement législatif des procédures pénales dérogatoires.....	199
I. L'élargissement du champ d'application des procédures pénales dérogatoires .....	200
A. L'extension législative indiscutable de certaines dérogations de procédure pénale.....	200
B. L'extension législative nuancée d'autres dérogations de procédure pénale .....	206
II. La multiplication des moyens d'action dans les procédures pénales dérogatoires .....	209
A. Les motivations du législateur à généraliser les actes dérogatoires en procédure pénale.....	210

B.	La violation délibérée du carcan temporel dans les procédures pénales dérogatoires.....	211
Section II -	La justification des débordements législatifs en matière de procédures pénales dérogatoires .....	218
I.	L'influence internationale et européenne sur les orientations du législateur.....	219
A.	L'intégration en droit interne des engagements européens et internationaux de la France.....	219
B.	L'adaptation aux critères supranationaux des procédures pénales dérogatoires.....	232
II.	Les travers de l'extension législative des procédures pénales dérogatoires .....	236
A.	La violation des corollaires au principe de légalité dans les procédures pénales dérogatoires .....	236
B.	La violation des droits et libertés fondamentales .....	239
Conclusion Titre II.....		242
Conclusion de la première partie .....		243

**SECONDE PARTIE**  
**L'ENCADREMENT JUDICIAIRE**  
**DES PROCÉDURES PÉNALES DÉROGATOIRES**

<b>Titre I - Les organes judiciaires de contrôle des procédures pénales dérogatoires .....</b>	<b>249</b>
Chapitre I - Le rôle du Ministère public .....	251
Section I - Le recours aux procédures pénales dérogatoires guidé par le Ministère public .....	251
I. Le rôle du Ministère public prévu par la loi Perben II .....	252
A. L'information et l'avis du Procureur de la République dans le choix d'une procédure pénale dérogatoire.....	252
B. Les décisions prises par le Procureur de la République dans la mise en œuvre des procédures pénales dérogatoires.....	257
II. Le rôle du Ministère public dans les autres procédures pénales dérogatoires .....	261
A. L'élargissement des pouvoirs du Ministère public dans toutes les procédures pénales dérogatoires .....	261
B. Une omniprésence remarquable du Ministère public .....	265
Section II - Critiques de la place du Ministère public dans les procédures pénales dérogatoires .....	266
I. La remise en cause du statut du Ministère public.....	267
A. Les doutes portant sur le statut du Ministère public .....	267
B. L'encadrement contestable de l'intervention du Ministère public .....	270
II. L'oubli de la victime dans les procédures pénales dérogatoires .....	272
A. La protection de la victime, un principe directeur du procès pénal de droit commun.....	274
B. La mise à l'écart de la victime dans les procédures pénales dérogatoires.....	280
Chapitre II - Le rôle des magistrats du siège dans la mise en œuvre des procédures pénales dérogatoires .....	283

Section I - Le juge, autorité de contrôle prépondérante dans la mise en œuvre des procédures pénales dérogatoires .....	283
I. L'investissement du juge dans le contrôle du procès pénal, un lieu commun .....	284
A. Le juge, gardien des libertés individuelles .....	284
B. Le juge, gardien de la spécialisation de certaines procédures .....	286
II. L'évolution du rôle des autorités judiciaires dans la mise en œuvre des procédures pénales dérogatoires.....	289
A. L'empiètement sur les pouvoirs du juge d'instruction .....	290
B. La valorisation du rôle du juge des libertés et de la détention.....	292
Section II - Les faiblesses du système judiciaire français face aux procédures pénales dérogatoires.....	295
I. La place du juge en dehors de la lutte contre la délinquance et la criminalité organisées.....	296
A. La spécialisation insuffisante des magistrats.....	296
B. Le manque d'encadrement judiciaire dans la mise en œuvre de certaines de ces procédures pénales dérogatoires.....	298
II. L'inexploitation des garanties attachées à l'exercice de l'activité juridictionnelle.....	300
A. Le juge judiciaire, plus qu'un simple gardien des libertés individuelles.....	300
B. Le juge judiciaire malmené par le gage d'efficacité de toutes les procédures pénales.....	302
Conclusion Titre I.....	305
<b>Titre II - La nature du contrôle judiciaire des procédures pénales dérogatoires.....</b>	<b>307</b>
Chapitre I - Le contrôle <i>a priori</i> des actes de procédure dérogatoires .....	309
Section I - Les écueils généraux du contrôle <i>a priori</i> par le juge judiciaire....	309
I. Un travail judiciaire en amont insuffisant .....	309
A. L'information ou l'autorisation préalable du juge.....	310
B. Les limites au pouvoir d'autorisation du juge judiciaire .....	314
II. Un contrôle judiciaire en cours d'exécution quasiment inutile .....	316
A. Les illustrations du contrôle judiciaire au cours de la mesure.....	317
B. L'utilité controversée du contrôle de l'autorité judiciaire .....	319
Section II - La remise en cause générale du contrôle <i>a priori</i> par le juge judiciaire.....	323
I. Le faible contrôle du juge judiciaire dans les procédures dérogatoires économiques .....	324
A. Les procédures particulières en matière économique .....	324
B. Le rôle du juge judiciaire en matière économique.....	328
II. L'insuffisance globale du contrôle <i>a priori</i> du juge judiciaire.....	330
A. L'élargissement des pouvoirs d'investigation sans contrôle <i>a priori</i> du juge judiciaire .....	330
B. La spécialisation des enquêteurs, un rempart au contrôle du juge judiciaire .....	332
Chapitre II - Le contrôle <i>a posteriori</i> des actes de procédure dérogatoires.....	337
Section I - Le cadre indispensable du contrôle <i>a posteriori</i> .....	338
I. Le contrôle <i>a posteriori</i> des conditions dérogatoires de garde à vue..	338

---

A.	L'appréciation judiciaire des conditions dérogatoires de garde à vue contestable .....	339
B.	De nouvelles garanties législatives en dehors du champ dérogatoire de la garde à vue ? .....	343
II.	Le contrôle <i>a posteriori</i> des autres actes d'investigation dérogatoires ..	349
A.	La mainmise de l'autorité judiciaire sur le patrimoine des délinquants .....	349
B.	Le contrôle judiciaire <i>a posteriori</i> de la sonorisation et des fixations d'images .....	354
Section II -	Le cadre constitutionnel du contrôle <i>a posteriori</i> des procédures pénales dérogatoires .....	357
I.	Les magistrats, garants de l'effectivité du contrôle des procédures pénales dérogatoires .....	357
A.	L'augmentation du nombre des juridictions spécialisées .....	357
B.	Évolution du domaine de compétence des magistrats spécialisés .....	361
II.	La consécration constitutionnelle de l'encadrement judiciaire, gage d'efficacité des procédures pénales dérogatoires .....	364
A.	La nécessité préalable de renforcer l'approche constitutionnelle de la voie dérogatoire .....	365
B.	La matérialisation de l'immersion constitutionnelle du contrôle judiciaire des procédures pénales dérogatoires .....	368
	Conclusion Titre II .....	372
	Conclusion de la seconde partie .....	373
	<b>Conclusion générale</b> .....	375
	<b>Bibliographie</b> .....	379
	<b>Annexes</b> .....	407
	<b>Index alphabétique</b> .....	413
	<b>Table des matières</b> .....	419